

**COMMISSION BANCAIRE
DE L'AFRIQUE CENTRALE**



Secrétariat Général

Boîte Postale 1917 - Yaoundé
République du Cameroun

TELEX – BANETAC 8343 KN
Tél. (237) 223.40.30
(237) 223.40.60
Fax. (237) 223.82.16

***12ème ASSEMBLEE ANNUELLE DU COMITE DES SUPERVISEURS
DE BANQUES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE***

(Libreville, du 25 au 27 octobre 2006)

**SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE ET
EVOLUTION DU DISPOSITIF DE
SUPERVISION DANS LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE
L'AFRIQUE CENTRALE**



La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) regroupe six pays que sont le Cameroun, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République Centrafricaine et le Tchad. La supervision bancaire dans la CEMAC est assurée par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), qui a reçu comme mission principale de contrôler les conditions d'exploitation des établissements de crédit, de veiller à la qualité de leur situation financière et d'assurer le respect des règles déontologiques de la profession.

Après un aperçu de l'environnement économique dans lequel les établissements de crédit de la CEMAC ont évolué en 2005 et les perspectives pour 2006, ce rapport présente l'activité des banques et les principaux points ayant marqué le dispositif de supervision de la COBAC en 2005/2006.

I- BREF APERCU DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DE LA CEMAC EN 2005 ET PERSPECTIVES POUR 2006

En 2005, la situation macroéconomique des Etats de la CEMAC a été caractérisée par un ralentissement plus prononcé que prévu de la croissance économique avec une hausse du PIB réel évaluée à 4 % contre 6,9 % en 2004. Le taux d'inflation a progressé de 0,4 % en 2004 à 2,9 % en 2005 et l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, a atteint à 8,2 % du PIB, contre 3,1 % un an plus tôt. Quant au déficit du compte courant, il est revenu de 3,2 % du PIB en 2004 à 0,6 % un an plus tard, du fait de l'augmentation de l'excédent commercial, imputable essentiellement à une progression sensible des ventes de pétrole brut. Enfin, l'évolution des agrégats monétaires fait ressortir une consolidation des avoirs extérieurs nets du système monétaire et une forte contraction du crédit intérieur net.

Pour l'année 2006, selon les tendances observées au cours du premier semestre, les projections macroéconomiques s'annoncent globalement favorables, avec une hausse attendue du PIB réel de l'ordre de 4,3 % contre 4 % en 2005. Le taux d'inflation s'élèverait à 3,1 % en 2006, contre 2,9 % en 2005, l'excédent budgétaire base engagement hors dons passerait de 8,2 % du PIB en 2005 à 10 % un an plus tard, tandis que le solde du compte courant deviendrait positif, se situant à 3,8 % du PIB en 2006, contre un déficit de 0,6 % du PIB en 2005.

Sur le plan monétaire, la position extérieure de la CEMAC s'est de nouveau renforcée à fin juin 2006, en relation principalement avec : *i*) l'incidence positive de la fermeté des cours des principales matières premières, essentiellement le pétrole, sur les recettes d'exportation ; *ii*) la hausse de la production d'hydrocarbures ; *iii*) la diminution du poids des engagements extérieurs des Etats en rapport notamment avec les annulations et/ou réaménagements des échéances obtenues et, enfin, *iv*) le rapatriement plus soutenu des recettes d'exportation, ainsi que les entrées nettes de capitaux extérieurs, tant publics que privés. Au 30 juin 2006, les avoirs extérieurs nets du système monétaire ont progressé de 104,1 % par rapport au niveau atteint à fin juin 2005. Le crédit intérieur net a baissé de 70,5 %, du fait principalement d'une forte régression des créances nettes sur les Etats, les crédits à l'économie s'étant orientés à la hausse (+11 %). La masse monétaire (M2) a augmenté de 26%, et le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est davantage renforcé, se situant à 89,52 %, contre 79,22 % un an plus tôt.

Dans ce contexte favorable, la situation financière des établissements de crédit de la CEMAC s'est consolidée en 2005.

II- SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE DE LA CEMAC ET EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS DE CREDIT

1. Evolution du paysage bancaire

Au 30 septembre 2006, le système bancaire de la CEMAC comptait 33 banques et 16 établissements financiers déjà en activité. Les 33 banques se répartissent comme suit : 10 au Cameroun, 3 en République Centrafricaine, 4 au Congo, 6 au Gabon, 3 en Guinée Equatoriale et 7 au Tchad.

A cela, il faut ajouter quatre banques nouvellement agréées au Tchad, au Gabon, en Guinée Equatoriale et au Congo et qui n'ont pas encore démarré leurs activités. Une de ces banques nouvellement agréées se spécialisera dans le financement de l'habitat.

2. Situation du système bancaire à fin 2005

- **Evolution des principaux agrégats de l'activité bancaire**

Au 31 décembre 2005, les 33 banques en activité ont présenté un total agrégé des bilans de 3 367 milliards de FCFA, en progression de 21,7 % par rapport au 31 décembre 2004. Les dépôts collectés par l'ensemble des banques se sont élevés à 2 913 milliards de FCFA, soit 86,5 % du total du bilan. Ils sont en hausse de 23,5 % en variation annuelle. Les crédits bruts à la clientèle se sont situés à 1 860 milliards de FCFA, en expansion de 8,7 % par rapport à fin décembre 2004.

Les créances en souffrance ont atteint 253 milliards de FCFA, ce qui représente 13,6% des crédits bruts, contre 14,6 % douze mois auparavant. Il ressort de cette évolution que la qualité apparente du portefeuille de crédits des banques de la CEMAC s'est améliorée, comparée à la situation qui prévalait en décembre 2004.

Les provisions constituées par les banques pour la dépréciation des comptes clientèle se sont accrues de 5,0 %, pour s'établir à 206 milliards de FCFA. Elles permettent ainsi de couvrir, à fin 2005, les créances en souffrance à hauteur de 81,4 %, contre 78,5 % en décembre 2004.

Les banques de la CEMAC ont dégagé un excédent des capitaux permanents de 80 milliards de FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. A fin décembre 2004, cet excédent ne s'élevait qu'à 35 milliards de FCFA.

Des opérations de trésorerie de l'ensemble des banques, il est ressorti un excédent de 1 361 milliards de FCFA, soit 40,4 % du total agrégé des bilans. Cet excédent a enregistré une forte augmentation de 50,7 % par rapport à la situation de fin décembre 2004.

La rentabilité des banques de la CEMAC est ressortie en nette amélioration en 2005. Le résultat net bénéficiaire s'est établi à 61,9 milliards de FCFA, contre 49,9 milliards de FCFA en 2004, principalement du fait de la bonne tenue du produit net bancaire (284,3 milliards en 2005 contre 258 milliards en 2004) qui est poussé par la montée en puissance de

la marge sur opérations diverses (de 108 à 127,5 milliards). Celle-ci reste encore inférieure à la marge sur opérations avec la clientèle qui a évolué de 128,3 à 135 milliards.

- **Respect des normes prudentielles**

Au plan de l'analyse prudentielle, sur les 33 banques en activité dans la CEMAC au 31 décembre 2005 :

- 27 sont en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum (contre 26 banques l'année précédente à la même date) ;
- en matière de solvabilité, 26 présentent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, contre 25 banques l'année précédente à la même date (le minimum réglementaire étant fixé à l'époque à 7 % des fonds propres nets) ;
- dans le cadre des normes de division des risques, 24 banques parviennent à respecter la limite globale (la somme de tous les risques pondérés supérieurs à 15 % des fonds propres ne doit pas excéder l'octuple des fonds propres nets), contre 25 banques l'année précédente à la même date et seulement 9 banques se conforment à la limite individuelle (l'ensemble des risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doit pas excéder 45 % des fonds propres nets), contre 12 banques l'année précédente à la même date ;
- s'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 21 banques réalisent un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % (contre 22 banques au 31 décembre 2004) ;
- en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 31 banques (contre 30 banques l'année précédente à la même date) ;
- enfin, 23 banques maintiennent la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (contre 24 banques en conformité l'année précédente à la même date).

Au total, la norme prudentielle respectée par le plus grand nombre d'établissements est celle se rapportant au rapport de liquidité. La norme relative à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire constitue celle à l'égard de laquelle on observe le plus grand nombre de banques en infraction dans la CEMAC.

3. Evolution de la réglementation bancaire

En 2005/2006, la réglementation applicable aux établissements de crédit s'est enrichie d'un nouveau texte portant sur la monnaie électronique et les établissements de monnaie électronique.

Adopté en décembre 2005, ce règlement a été pris à la suite du Règlement CEMAC N° 02/03/CEMAC/UMAC/CM relatif aux systèmes, moyens et incidents de paiement adopté par le Comité Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) le 28 mars 2003.

Il vise à favoriser le développement économique et social des Etats membres grâce à la promotion des systèmes et de moyens de paiement, en particulier de la monnaie électronique. Il pose, dans le domaine particulier de la monnaie électronique, les bases juridiques harmonisées et organisationnelles nécessaires :

- à la mise en place et au fonctionnement d'un système de monnaie électronique efficace, rapide et sécurisé conforme aux normes et standard internationaux ;
- à la promotion et à la sécurisation de cette monnaie électronique.

Le Règlement qui énonce les conditions et les modalités de la mise à disposition du public de porte-monnaie électronique par les établissements de crédit de la zone, s'articule autour de 39 articles répartis dans 3 titres.

Les conditions générales communes à toutes les catégories d'établissements émetteurs de monnaie électronique y sont définies. Il s'agit en l'occurrence des conditions d'agrément, du régime d'émission et des conditions de remboursement de la monnaie électronique ainsi que des modalités d'identification des porteurs de monnaie électronique et de suivi de certaines opérations.

En matière de régime prudentiel, les règles édictées dans le titre II du Règlement sont applicables à toutes les catégories d'établissements de monnaie électronique, y compris les établissements de crédit et de microfinance, même si ceux-ci sont par ailleurs soumis aux dispositions de droit commun contenues dans les normes prudentielles élaborées par la COBAC pour les activités autres que l'émission et/ou la distribution de la monnaie électronique.

Enfin, il est à noter qu'en cas d'indisponibilité des dépôts consécutive notamment à la cessation d'activité d'un établissement de monnaie électronique, les fonds reçus en contrepartie de la monnaie électronique bénéficient du mécanisme de garantie institué dans le Règlement CEMAC n° 01/04/CEMAC/UMAC/COBAC portant création du Fonds de Garantie des Dépôts en Afrique Centrale, sous les conditions prévues dans ledit Règlement.

III- EVALUATION DU SYSTEME FINANCIER DE LA CEMAC PAR LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

La CEMAC a fait l'objet dans le courant du premier trimestre 2006, d'une évaluation de son système financier par une mission conjointe FMI/Banque Mondiale dans le cadre du Programme d'Evaluation des Systèmes Financiers (Financial System Assessment Program – FSAP). La mission d'évaluation a passé en revue plusieurs domaines en relation avec le système financier. Il s'agit principalement de l'intégration régionale, de la gestion de la dette publique et des réserves officielles, de la gestion de la liquidité et de la mise en œuvre de la politique monétaire, du secteur bancaire et du dispositif de supervision. L'évaluation s'est aussi étendue au secteur de la microfinance et à celui des assurances, au financement de l'habitat, au gouvernement d'entreprise et au dispositif de lutte contre le blanchiment des

capitaux.

Ce FSAP à l'échelle régionale, le tout premier du genre, a été l'occasion pour la COBAC de faire une auto-évaluation de son dispositif de supervision par rapport aux vingt-cinq principes fondamentaux du Comité de Bâle. Des tests de résistance (stress tests) ont également été conduits pour une appréciation de la capacité du système bancaire de la CEMAC à résister aux chocs macroéconomiques.

Il est ressorti de ce FSAP que la CEMAC dispose d'un cadre institutionnel adapté au projet d'intégration financière (une Banque centrale commune, des organes régionaux de supervision et des mécanismes de surveillance multilatérale), des compétences techniques avérées et des ressources financières croissantes dans les Etats. Toutefois, des actions doivent être menées en vue :

- de renforcer l'intégration régionale du secteur financier, en levant les obstacles qui minent la bonne application de l'agrément unique ;
- d'améliorer l'environnement des affaires et du crédit, ainsi que la qualité de l'information sur la clientèle ;
- de renforcer les moyens et l'indépendance des autorités de supervision du secteur financier ;
- d'accroître la capitalisation des banques pour leur permettre de mieux absorber les chocs, gage de stabilité du secteur bancaire.

IV- TRANSITION VERS BÂLE II

La préparation pour la mise en œuvre de Bâle II dans la CEMAC se focalisera cette année sur la sensibilisation de la profession. Après les actions de formation sur les différents thèmes liés à Bâle II qui se sont intensifiées au cours de l'année 2005, la COBAC organise à la fin du mois d'octobre 2006 un séminaire de haut-niveau sur la mise en œuvre de Bâle II dans la CEMAC à l'attention des Directeurs Généraux de tous les établissements de crédit.

La COBAC, comme plusieurs organes de supervision, estime que la mise en conformité du dispositif de supervision bancaire de la CEMAC avec les 25 *Principes Fondamentaux pour une supervision bancaire efficace*, constitue un préalable pour une mise en œuvre réussie de Bâle II.

A la suite du récent FSAP à l'échelle régionale de la CEMAC, la COBAC va entreprendre une réformes destinées à assurer une remise à niveau de son dispositif de supervision afin de le rendre conforme aux principes fondamentaux nouvellement révisés, une feuille de route vers l'adoption de Bâle II.

*

*

*

En somme, les avancées constatées depuis la dernière rencontre réaffirment l'engagement de la COBAC à adopter les standards internationaux. Le système bancaire apparaît stable et l'activité suit une tendance haussière. Avec l'évaluation du système financier de la CEMAC par le FMI et la Banque Mondiale, la réforme envisagée du

dispositif de supervision de la COBAC à la lumière des Principes Fondamentaux révisés constituera une bonne base pour une mise en œuvre réussie du Nouvel Accord de Bâle sur les fonds propres dans la CEMAC.